

La diplomatie brillante de la Chine pour mettre fin à la guerre civile | Dr Joanna Lei

Alors que les États-Unis sont occupés à mener des guerres illégales d'agression à travers le monde, Taïwan rétablit discrètement ses liens avec la Chine afin d'éviter d'être « ukrainisé » par les va-t-en-guerre déments de Washington. La récente rencontre entre la dirigeante du parti d'opposition taïwanais, la présidente du KMT, Cheng Li-wun, et Xi Jinping en est un exemple. Pour replacer cela dans son contexte, je m'entretiens avec la Dre Joanna Lei, femme d'affaires taïwanaise, dirigeante médiatique et ancienne députée du KMT. Liens : Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Donations : <https://neutralitystudies.com/donate> Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:00:40 Percée entre Xi et le KMT 00:08:45 Canal du parti et garde-fous 00:15:33 Les dix mesures de Pékin 00:20:35 Programme du KMT et élections locales 00:24:11 Réaction du DPP et pressions américaines 00:34:02 Peurs pour 2027 et risque de guerre 00:39:22 Modèles de paix et programmes pilotes 00:52:58 Réaction de Taïwan et conclusion

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Je suis Pascal Lottaz, et je suis à nouveau accompagné aujourd'hui par la docteure Joanna Lei, femme d'affaires taïwanaise, dirigeante dans les médias et ancienne députée du parti KMT. Joanna, ravie de vous retrouver.

#Joana Lei

Merci, Pascal. Merci de m'avoir invité, et merci de me donner l'occasion de m'adresser à votre public.

#Pascal

Oui, merci d'avoir pris le temps. Il est déjà assez tard ce soir, et pourtant vous êtes encore là pour en parler. Et, vous savez, c'est justement le genre de moment où je suis content d'avoir cette discussion, parce qu'on a eu de très bonnes nouvelles la semaine dernière. Je vais juste vous montrer ça rapidement sur mon navigateur : la présidente du Kuomintang, le parti KMT de Taïwan, qui est actuellement dans l'opposition mais qui a longtemps été le parti dominant de l'île, a rencontré Xi Jinping la semaine dernière. Elle s'appelle Cheng Li-wen, si je prononce bien. Et ce n'est pas la présidente de Taïwan, rien de tout ça : c'est simplement la cheffe du parti d'opposition.

Mais c'est elle, bien sûr, qui, si le KMT remporte les élections de deux mille vingt-huit, pourrait peut-être devenir la prochaine présidente de la République de Chine — c'est-à-dire le nom officiel du

gouvernement de Taïwan. À ma connaissance, c'est seulement la troisième fois qu'un dirigeant du KMT rencontre un dirigeant du Parti communiste chinois. La première fois, c'était pendant la guerre, entre Tchang Kai-chek et Mao Zedong. La deuxième, entre M. Xi et l'ancien chef de votre parti, Ma Ying-jeou. Et maintenant, cette troisième rencontre, alors qu'elle n'est plus au pouvoir. Pouvez-vous nous expliquer comment cela s'est produit ? Pour moi, ça a été une vraie surprise. Comment faut-il interpréter cela, et comment voyez-vous l'évolution des relations entre Taïwan et la Chine à partir de là ?

#Joana Lei

Permettez-moi de faire quelques petites corrections. La guerre civile, c'est elle qui a déterminé la situation entre les deux rives. Bien sûr, vous savez très bien que c'était en mille neuf cent quarante-neuf. Après ça, la première véritable rencontre entre le dirigeant du Kuomintang et celui du Parti communiste chinois a eu lieu en deux mille cinq, entre Lien Chan et Hu Jintao. Donc, Hu Jintao a rencontré Lien Chan en deux mille cinq. À ce moment-là, le Kuomintang était aussi le parti d'opposition, pas le parti au pouvoir. Quand Lien Chan s'est rendu là-bas en deux mille cinq, cela a en fait ouvert la voie à un dialogue direct entre les deux partis, à des discussions et à des négociations pendant les années qui ont suivi, sous l'ère de Ma Ying-jeou. La deuxième grande rencontre a eu lieu en deux mille seize, juste avant que Ma Ying-jeou ne quitte ses fonctions.

Et c'était la deuxième rencontre entre Ma Ying-jeou et Xi Jinping — celle qui a eu lieu à Singapour. Là, c'était une rencontre de président à président, pas seulement de chef de parti à chef de parti. La troisième et la quatrième fois, ce sont d'autres présidents du parti, comme Hung Hsiu-chu, et ainsi de suite. Mais la plus importante après deux mille seize, c'est clairement celle-ci, cette année. L'autre moment clé, c'était en deux mille quinze, parce que notre élection a eu lieu au début de deux mille seize. Donc cette année, cette fois-ci, c'est Cheng Li-wen qui a remporté la présidence du Kuomintang, en menant campagne sur l'idée qu'il fallait renouer la relation entre le KMT et la Chine continentale. Autrement dit, quand le Parti démocrate progressiste accusait sans cesse le KMT de ne pas être loyal envers Taïwan — entre guillemets — Cheng Li-wen, elle, n'a pas esquivé cette question.

Cheng Li-wen s'est présentée avec l'idée qu'il fallait relancer le dialogue entre le KMT et le PCC. C'était le cœur de sa campagne, et elle a remporté la présidence du KMT sur cette base. Ce qui est important, c'est qu'elle a réussi à rassembler ses soutiens les plus fidèles autour d'elle, avant même d'entrer en fonction. Mais une fois en poste, elle a su réunir les différentes factions du parti pour former une coalition solide. Elle a demandé à se rendre en Chine continentale, mais aussi aux États-Unis. Et à plusieurs reprises, elle a déclaré qu'elle devait aller d'abord en Chine continentale, avant de se rendre aux États-Unis. Aujourd'hui, il semble qu'elle sera aux États-Unis au mois de juin. On voit donc que beaucoup de choses se sont passées depuis son arrivée à la tête du parti. C'est la première grande rencontre de ce type depuis celle de Lien Chan, en deux mille cinq.

Et ce qui est intéressant, c'est que, dans les deux cas, le Kuomintang n'était pas le parti au pouvoir. C'était le parti d'opposition, mais avec un nombre important de sièges, une présence assez forte au Yuan législatif. Après la rencontre de deux mille cinq, à laquelle je faisais partie de la délégation et où je siégeais aussi au Yuan législatif, nous avons réussi à ouvrir des vols directs et à autoriser les visas pour les visiteurs venant de Chine continentale vers Taïwan. Donc, même avant que Ma Ying-jeou ne prenne ses fonctions en deux mille huit, nous avons déjà pu établir officiellement des canaux de communication et permettre la libre circulation des personnes entre les deux rives du détroit. Et ça, je pense que c'est important à souligner, parce que certains disent : « Oh, vous savez, elle n'est que la cheffe de l'opposition, elle n'est pas présidente, elle ne peut pas faire grand-chose. » Mais à l'époque, nous non plus, nous n'étions pas le parti au pouvoir.

Nous avons pu ouvrir des vols directs en modifiant une disposition de la loi sur les relations entre les deux rives du détroit. En fait, nous avons changé la manière dont les avions pouvaient être autorisés à traverser le détroit de Taïwan, pour permettre des vols directs, sans passer par une zone tierce comme Hong Kong ou le Japon. Et ça, c'est vraiment très important, parce qu'à l'époque, la situation économique de Taïwan n'était pas bonne. Avec les vols directs et les visas pour les visiteurs, beaucoup de gens sont venus à Taïwan. Au plus fort de cette période, plus de dix millions de personnes ont traversé le détroit de Taïwan : plus de quatre millions de voyageurs et de touristes venus de Chine continentale vers Taïwan, et plus de cinq millions de Taïwanais se rendant en Chine continentale. On peut dire que c'était le printemps des relations entre les deux rives.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation assez similaire. TSMC se porte vraiment très bien, la bourse est en plein essor, mais les gens ordinaires, ceux qui ne travaillent pas dans la tech ou dans l'intelligence artificielle, eux, souffrent, parce qu'il n'y a pas beaucoup d'activité économique locale. Avec Zheng Liwen qui s'est rendue en Chine continentale, et le continent qui a annoncé dix mesures pour soutenir l'économie locale juste après son retour de Pékin, on voit une fois de plus un soutien très fort de la Chine continentale envers les Taïwanais, comme en deux mille cinq. C'est donc vraiment très important. Et nous sommes très heureux qu'un nouveau canal de communication soit mis en place, qu'une sorte de garde-fou soit instauré, pour éviter qu'on retombe sans cesse dans la voie de la guerre et de la confrontation.

#Pascal

Petite pause rapide, parce que j'ai été récemment banni de YouTube. Même si je suis de retour, ça peut très bien se reproduire à tout moment. Donc, s'il vous plaît, pensez à vous abonner, non seulement ici, mais aussi à ma newsletter sur Substack. C'est pascallottaz.substack.com. Le lien est dans la description juste en dessous. Et maintenant, on reprend la vidéo. Oui, en fait, le KMT gère pratiquement un deuxième canal diplomatique avec la Chine continentale, non ? Un canal séparé de ce que fait le gouvernement du DPP. Et on a déjà vu ça auparavant. Ma Ying-jeou, même s'il n'est plus en fonction, s'est aussi rendu sur le continent ces dernières années. Il rencontrait surtout des responsables des gouvernements provinciaux, notamment juste de l'autre côté du détroit.

Mais alors... comment faut-il interpréter ça ? Est-ce une forme, disons, encore une fois, de diplomatie parallèle ? Et, franchement, je trouve très surprenant qu'elle ait réussi à rencontrer Xi Jinping. Enfin, c'est le président de la Chine, et il a accepté un rendez-vous avec elle — la présidente du parti d'opposition, donc quelqu'un qui n'est pas au pouvoir. Du coup, ça montre aussi qu'il s'expose pas mal, et qu'il affiche clairement que la Chine a, disons, un parti de préférence, avec lequel elle aimerait travailler. À ton avis, qu'est-ce que ça nous dit du côté chinois, du côté de la Chine continentale, sur la manière dont ils abordent maintenant Taïwan ?

#Joana Lei

Eh bien, je pense que c'est vraiment, vraiment clair que depuis deux mille seize, tous les accords signés entre l'administration de Ma Ying-jeou et la Chine continentale — les vingt-trois accords — ont presque tous cessé de fonctionner, ou sont en pause. Avec le froid glacial qui règne de part et d'autre du détroit de Taïwan, et presque aucune communication entre les canaux officiels, la situation est devenue très dangereuse. Parce qu'aujourd'hui, on est pris dans ce récit occidental selon lequel Taïwan serait un endroit vraiment dangereux. Vous vous souvenez sans doute qu'à la une des journaux, on disait que c'était l'endroit le plus dangereux du monde. Et on n'a cessé de répéter que, d'ici deux mille vingt-sept, la Chine continentale prendrait Taïwan par la force. On a aussi entendu qu'il fallait s'armer comme un porc-épic, sinon le détroit de Taïwan serait en feu — autrement dit, qu'il y aurait des mines partout et que la mer deviendrait un véritable brasier.

Tout ça, c'est le contexte qui explique pourquoi cet événement a eu lieu, et pourquoi il est si important. En deux mille cinq, c'était la première fois que le Parti démocrate progressiste prenait la présidence. Et c'est aussi à ce moment-là que Chen Shui-bian a commencé à s'éloigner de nos anciens garde-fous et à vraiment promouvoir l'indépendance de Taïwan. Donc, à cette période charnière, Lien Chan nous a emmenés en Chine continentale, où nous avons mis en place non pas un canal officieux, mais un véritable forum entre partis. Deux forums distincts ont été convenus, et l'un d'eux a été mis en œuvre. Si on reprend la logique traditionnelle, auparavant, nous avions ce qu'on appelait le troisième rail, c'est-à-dire les universitaires et les experts des groupes de réflexion. Et nous avions le deuxième rail, celui des structures et du personnel désignés par le gouvernement, à travers les fondations qui opèrent de part et d'autre du détroit de Taïwan. C'est ce qu'on appelait le deuxième rail. Et quand Lien Chan s'est rendu en deux mille cinq, nous avons créé ce qu'on a appelé le rail deux virgule cinq — c'est-à-dire, un lien direct de parti à parti.

Et petit à petit, pendant l'ère de Ma Ying-jeou, on est passé à ce qu'on appelle le premier rail — c'est-à-dire les échanges directs entre gouvernements, entre administrations, d'agence à agence. Donc, on a connu une progression : d'abord le troisième rail, celui des sociétés civiles, puis le deuxième rail, celui des fondations désignées par le gouvernement, ensuite ce qu'on appelle le deux virgule cinq — les échanges entre partis — et enfin, on est arrivé au premier rail, la première voie de négociation directe. Il est important de se souvenir de cette évolution, parce que ces négociations directes ont abouti à vingt-trois accords, dont le plus important est l'accord-cadre économique, que

tout le monde appelle l'ECFA. Vous vous en souvenez sans doute : l'ECFA, c'est l'accord-cadre le plus important entre les deux rives du détroit de Taïwan. Il a offert aux hommes d'affaires taïwanais de nombreuses opportunités en Chine continentale.

En ce moment, il n'y a plus vraiment de troisième voie, parce que le DPP ne délivre plus de visas d'entrée aux chercheurs venus de Chine continentale. Et, je le dis en toute responsabilité, ils ne poussent même pas les professeurs des grandes universités à se rendre en Chine continentale, que ce soit pour des groupes de réflexion ou des forums. Donc, cette troisième voie est pratiquement morte. Quant à la deuxième voie, celle de l'ARATS et de la SEF, les deux fondations, il n'y a plus aucune communication. Et bien sûr, la première voie, celle entre gouvernements, n'existe tout simplement plus. Nous sommes donc dans une situation très dangereuse : le monde ne pense pas que nous allons entrer en guerre, mais les anciens canaux de communication, le dialogue d'autrefois, la bonne volonté d'autrefois, tout cela est en train de disparaître.

Donc, la visite de Zheng Liwen cette fois-ci, je pense qu'elle est aussi importante que celle de deux mille cinq, peut-être même un peu plus significative que les récents déplacements de Ma Ying-jeou en Chine continentale pour relancer les échanges entre jeunes étudiants et les contacts entre les peuples. Zheng Liwen s'y est rendue à la demande de son parti, et elle a été reçue avec beaucoup d'égards par Xi Jinping, en tant que dirigeante de parti. La manière dont elle s'est comportée, et la façon dont Xi Jinping l'a traitée, lui ont donné une position particulière pour s'adresser à la population de Taïwan. Parce que, d'habitude, on lui dirait : « Tu fais partie de l'opposition, tu n'as aucun mandat. » Mais quand elle est revenue, elle est revenue avec la promesse d'apporter une possibilité, une ouverture vers la paix. Et ça, c'est vraiment, vraiment important.

#Pascal

Oui, c'est un point vraiment important, en fait. Je veux dire, la bonne volonté dont les deux parties ont fait preuve ici, c'est impressionnant. Et je n'étais pas au courant de ça. Mais bien sûr, c'est une grande opportunité pour le KMT d'avoir un lien direct avec le PCC. Donc, c'est de parti à parti, pas d'État à État. Maintenant, vous avez dit que la Chine, enfin, le continent, a proposé dix accords-cadres, en gros. Donc, puisque c'est de parti à parti, ça n'a rien à voir avec le gouvernement de la République de Chine, celui de Taïwan, n'est-ce pas ? Alors, est-ce que ce sont simplement des actes unilatéraux — ces dix actes unilatéraux que la Chine continentale dit, en gros : « Très bien, voilà, vous pouvez en bénéficier à partir de maintenant, on ne demande rien en retour à votre gouvernement », c'est bien ça ?

#Joana Lei

Oui, ils ont proposé dix mesures. Et franchement, ce sont toutes d'excellentes mesures. Par exemple, la première, c'est de reprendre les vols directs. Parce que vous vous souvenez sûrement que pendant le COVID, beaucoup de liaisons n'étaient plus opérationnelles. Donc, si je voulais aller dans certaines villes, c'était très compliqué. Il fallait passer par Shanghai, puis prendre le train à

grande vitesse, et ainsi de suite. Donc, la première mesure, c'est que les gouvernements des deux côtés du détroit de Taïwan discutent de la reprise des vols directs. Et une autre mesure, c'est de permettre aux visiteurs de Shanghai et de la province du Fujian de venir à Taïwan. Prenons juste ces deux exemples. Ces mesures demandent beaucoup d'actions gouvernementales, n'est-ce pas ? Il faut délivrer des visas d'entrée, approuver les liaisons aériennes, et tout le reste. Mais quand le DPP en parle à la population, ils répètent que la Chine continentale ne fait que nous tendre un appât enrobé de sucre.

Mais d'un autre côté, il y a encore environ cinq millions de personnes, plus de quatre millions venant de Taïwan, qui se rendent chaque année en Chine. Donc, les gens rencontrent des difficultés, des obstacles pour se rendre dans les villes où ils veulent aller. Ces deux mesures, par exemple, ont été annoncées par la Chine continentale. Ensuite, elle a officiellement soumis une demande à son homologue à Taïwan, c'est-à-dire au gouvernement dirigé par le DPP, pour dire : est-ce que vous acceptez, est-ce que vous êtes prêts à examiner ces propositions et à travailler avec nous sur la reprise des vols directs ? Comment faciliter la venue des visiteurs de Shanghai et de la province du Fujian vers Taïwan ? Voilà comment ils procèdent. Ils font une annonce en disant, sur la base de la bonne volonté, nous aimerions faire cela. Puis ils envoient une demande officielle au gouvernement actuel du DPP pour dire : est-ce que vous souhaitez considérer cela comme une proposition de notre part et voir comment nous pourrions collaborer ?

#Pascal

Est-ce qu'on a déjà des informations sur le fait que le gouvernement du DPP accepte réellement ces offres de la Chine ?

#Joana Lei

Le DPP continue de penser que c'est un poison enrobé de sucre. Alors, ils mettent en garde la population par différents canaux de communication, comme leurs influenceurs sur les réseaux sociaux ou encore leurs députés, en ce moment.

#Pascal

D'accord, et pour les huit autres mesures, est-ce qu'il y en a une que vous trouvez vraiment importante, quelque chose qui, selon vous, va vraiment améliorer la vie des habitants de l'île et du continent ?

#Joana Lei

Presque tout cela profitera énormément à Taïwan. Par exemple, ils vont rouvrir les marchés agricoles et aquacoles à la Chine. Et puis, ils ont aussi parlé de Kinmen, cette petite île en face de Xiamen, qui a déjà joué un rôle important. Ils disent qu'on peut discuter d'une liaison directe pour l'

approvisionnement en eau, en électricité, et même, peut-être, d'un pont reliant les deux. Donc, ils ont présenté beaucoup de propositions très intéressantes, en partant bien sûr du principe que les deux rives du détroit de Taïwan vont se rapprocher, et non pas aller vers un mouvement séparatiste taïwanais. Ce sont les deux bases que Cheng Li-wen a rappelées : d'abord, le consensus de mille neuf cent quatre-vingt-douze, une seule Chine, et ensuite, la position ferme du Kuomintang contre l'indépendance de Taïwan. Ces deux éléments sont les fondations politiques de l'ensemble de ces dix mesures.

#Pascal

On peut y aller, s'il vous plaît ? Alors, ce à quoi le KMT s'est engagé, en gros, c'est à affirmer la position du consensus de mille neuf cent quatre-vingt-douze. Nous sommes derrière le principe d'une seule Chine, et Taïwan en fait partie, mais nous n'allons pas dire qui est le véritable gouvernement. Et l'autre point, c'était quoi déjà, qu'est-ce que vous disiez ?

#Joana Lei

Contre le mouvement pour l'indépendance de Taïwan.

#Pascal

Contre le mouvement indépendantiste. Donc, ils ne le soutiendront pas. Le KMT s'opposera au mouvement pour l'indépendance, et le parti s'engage à mener sa campagne pour l'élection de deux mille vingt-huit sur ces deux principes.

#Joana Lei

Et la prochaine, c'est celle de deux mille vingt-six. Donc oui, il y a un peu d'agitation, parce que certains candidats aux élections locales de deux mille vingt-six estiment qu'ils ne veulent pas faire campagne sur une plateforme trop sensible politiquement. Ils préfèrent parler, par exemple, de la façon dont on peut améliorer l'économie locale, offrir de meilleures opportunités aux habitants, une bonne éducation, du lait pour les enfants à l'école. En somme, ce sont ça, les vrais enjeux des élections locales.

#Pascal

Cette année, il va y avoir des élections locales. Donc, ce n'est pas... enfin, on parle de maires, de gouverneurs, et tout ça, qui se représentent. Ils veulent donc parler de sujets locaux. Mais le KMT, maintenant, arrive un peu à tout ramener à son propre agenda, non ?

#Joana Lei

Exactement. L'élection locale aura lieu le vingt-huit novembre. Du coup, certains candidats locaux deviennent un peu frileux vis-à-vis de la ligne générale du parti. Parce que, bien sûr, on fait campagne sur un programme, sur des thèmes, et sur des candidats. Ce sont les trois niveaux d'une campagne. Et ils estiment que si on rend le débat trop idéologique, le DPP aura alors la possibilité de mobiliser ses partisans les plus fidèles. Les électeurs verts les plus convaincus se mobilisent facilement sur ce genre de questions idéologiques. Donc, ils préfèrent éviter ce terrain-là. Cela dit, si on regarde les précédentes élections locales, que ce soit pour les maires ou les gouverneurs, on voit que le KMT a en réalité remporté la plupart de ces scrutins, année après année.

Et puis, ils continuent d'avoir un pourcentage vraiment élevé. Par exemple, lors des dernières élections de deux mille vingt-deux, le KMT, le camp Pan-Bleu, a remporté quatorze scrutins. Si on ajoute le camp Blanc, ça fait quinze. Et le DPP n'en a gagné que cinq. Donc il y a une énorme, énorme différence entre la force du DPP et celle du KMT dans les élections locales. Mais dans ces circonscriptions, comme Kaohsiung et les autres où le DPP a gagné, les candidats pensaient qu'ils risquaient de perdre, ou au moins de perdre une partie de leurs chances, voire leur avantage, si la campagne devenait trop idéologique et trop disputée.

#Pascal

D'accord, donc il y a encore un équilibre délicat à maintenir cette année, et aussi jusqu'en deux mille vingt-huit. Mais est-ce que vous avez eu des retours de vos collègues du DPP ? Parce que, d'un côté, oui, le KMT et le DPP se présentent souvent comme des opposés absolus. Mais pour avoir été plusieurs fois à Taïwan, et surtout pour avoir rencontré des parlementaires, je veux dire... ils mangent ensemble, ils boivent ensemble. Ce n'est pas aussi empoisonné que la scène politique peut le laisser croire. Et je sais, par mes amis taiwanais très proches du DPP, qu'ils ne soutiennent pas ce que fait le KMT. Mais en privé, ils reconnaissent que c'est plutôt bien que le KMT entretienne une bonne relation avec la Chine continentale, parce que ça permet de garder un certain équilibre. Alors, est-ce que vous avez entendu vos collègues du DPP en parler ? Et est-ce qu'il y a aussi, chez eux, des points de vue positifs sur la manière dont le KMT gère sa relation avec Pékin ?

#Joana Lei

Eh bien, le point de vue positif restera silencieux. Ceux qu'on entend, les plus bruyants, ce sont ceux du camp de la confrontation idéologique. Parce qu'en ce moment, on débat de l'achat d'équipements militaires aux États-Unis. Donc, si on devait acheter pour quatre cents milliards de dollars d'armes américaines, évidemment, cela repose sur l'idée d'une énorme menace venant de la Chine continentale. Mais si on ouvre un dialogue direct, si on a la possibilité de se parler, alors comment continuer à présenter la situation comme si nous étions en grand danger, et qu'il fallait absolument dépenser ou engager une telle somme, sans même savoir exactement ce que les États-Unis vont nous vendre ? Donc, pendant qu'ils contestent la loi sur les achats militaires, ils ne parlent pas des aspects positifs. Même ceux qui pensent qu'une meilleure communication, qu'un dialogue plus large est bénéfique pour la stabilité entre les deux rives, ne le diront pas ouvertement pour le moment.

#Pascal

Mais est-ce que le DPP ne devient pas, petit à petit, franchement méfiant envers les États-Unis ? Je veux dire, d'abord, les Américains ont en quelque sorte forcé Taïwan à céder TSMC, non ? Et à installer une usine au Japon, d'autres aux États-Unis... Franchement, ça n'annonce rien de bon. Et puis, regardez la guerre en Iran — est-ce que ça ne montre pas que les États-Unis sont prêts à sacrifier n'importe quel allié, et qu'ils sont incapables de les défendre ? On en est maintenant au deuxième mois de cette guerre. Comment ça a influencé, selon vous, le calcul stratégique des gens autour de vous ? Est-ce que ce n'est pas un choc, pour Taïwan, de voir que les États-Unis ne parviennent pas à défendre les États du Golfe ?

#Joana Lei

Eh bien, je pense que Lai Ching-te refuse simplement de l'admettre. Donc, il n'y a pas d'issue possible. Le DPP reste profondément attaché à l'idée que, si nous étions en danger, les États-Unis viendraient nous défendre. Selon eux, il suffit d'augmenter nos dépenses militaires et de donner l'impression d'une alliance plus forte avec les États-Unis. Alors qu'en réalité, il n'existe aucune alliance militaire avec eux. Et avec Takayoshi de leur côté, il y a clairement un autre récit que le DPP ne présente pas au peuple de Taïwan. À savoir que non seulement les États-Unis viendraient à notre secours, mais qu'ils le feraient aussi par l'intermédiaire du Japon. Si vous vous souvenez, depuis l'année dernière, la question la plus importante, c'est de savoir si le Japon ferait partie d'une éventuelle confrontation dans le détroit de Taïwan.

Donc voilà, c'est le nouveau discours du DPP, et je pense qu'ils ont le sentiment de ne plus avoir d'issue. Ce que vous avez dit est tout à fait vrai. TSMC a été forcée d'aller aux États-Unis, avec en plus un engagement financier énorme pour y investir. Et notre engagement, en dollars, est même plus élevé que celui du Japon. Aujourd'hui, Taïwan est contrainte non seulement d'accepter les entrailles de porc, mais aussi des pommes de terre, qui pourraient être dangereuses pour la santé de la population. On nous oblige maintenant à accepter ces pommes de terre qui ont germé pendant le transport. Et le DPP vient nous dire : « Eh bien, si on coupe juste la partie avec les petites pousses, c'est encore comestible. » Vous imaginez à quel point c'est difficile à accepter. Les gens se demandent maintenant : pourquoi cédon-nous, pourquoi acceptons-nous sans broncher toutes les demandes des États-Unis ?

#Pascal

Est-ce que c'était une concession que vous avez dû faire pour éviter d'être soumis à des droits de douane par les États-Unis ?

#Joana Lei

Oui, c'est encore en discussion, et ils continuent d'ajouter de nouveaux termes, de nouvelles conditions. Et la question des pommes de terre, c'est la plus récente, elle est apparue juste la semaine dernière.

#Pascal

C'est complètement fou en ce moment. Mais le gouvernement du DPP, et les autres, continuent de dire : non, non, c'est bon pour nous. Comme si des pommes de terre pourries, c'était bon pour nous. Que nous retirer notre production de semi-conducteurs, c'était bon pour nous. Et que nous transformer en une future Ukraine pour que les États-Unis mènent leur guerre par procuration contre la Chine, c'était bon pour nous. Le mieux dans tout ça, c'est qu'on coulera avec le Japon. C'est est...

#Joana Lei

C'est ça, le récit ? On se rapprocherait du Japon avec toutes ces mesures. Et c'est justement pour ça que votre première question était si pertinente. Parce que, quand le DPP a refusé de bouger, même un peu, ou de revoir ses positions sur ces mesures pourtant incroyables, il fallait trouver un autre canal. Il fallait un canal parallèle. Il fallait une communication directe, en dehors du gouvernement du DPP. Sinon, on laisse simplement notre destin entre les mains d'autres acteurs, qui ne sont pas de vrais parties prenantes. Prenez l'Iran, par exemple : les États-Unis y mènent une guerre lointaine. Pour eux, il n'y a ni douleur, ni sang, ni explosions, ni villes détruites, parce qu'ils combattent à distance. Et pour les États-Unis comme pour le Japon aujourd'hui, une confrontation potentielle reste très éloignée. Si quelque chose devait arriver, ce ne serait pas eux qui en subiraient les conséquences.

#Pascal

Encore une fois, peut-être juste pour te demander à propos de l'Iran : comment la guerre en Iran est-elle présentée en ce moment à Taïwan, dans les grands médias et tout ça, d'après ce que tu vois ? Comment les gens perçoivent-ils la situation ? Parce qu'au Japon, je remarque quelque chose de très différent — pas de l'ambivalence, mais une approche beaucoup moins idéologique que ce qu'on observe en Europe ou aux États-Unis, par exemple. Les médias japonais montrent ce qui se passe, puis ils s'arrêtent là. Ils essaient même d'expliquer l'histoire du conflit, ce qu'on ne voit pas souvent en Occident. Et à Taïwan, c'est comment ?

#Joana Lei

Eh bien, là-dessus, je dois reconnaître un certain mérite aux médias taiwanais. Depuis le début de la guerre, la plupart d'entre eux la présentent comme une agression contre l'Iran menée par les États-Unis et Israël. Ils suivent les événements pas à pas, acte par acte, ce qui permet au public de mieux comprendre ce qui se passe réellement en Iran. Bien sûr, la plupart des médias gardent une

coloration idéologique. Certains continuent de décrire l'Iran comme un empire du mal, et ils reprennent sans trop de recul le récit israélien selon lequel, depuis le sept octobre, Israël serait en danger et devrait se défendre. Ainsi, même les opérations dans le sud du Liban, et la destruction massive subie par l'Iran, sont souvent présentées comme des actes de légitime défense. Bref, les médias taiwanais couvrent largement les actions liées à cette guerre.

Parfois, ils prennent le parti d'Israël, c'est vrai. Mais d'autres soutiennent plutôt l'Iran, parce que les Iraniens, eux, n'ont pas demandé cette guerre. C'est une guerre de choix. Je pense que les médias américains reconnaissent de plus en plus clairement qu'il n'y a aucun danger imminent pour les États-Unis de s'y impliquer. Ni au titre de l'article deux de la Charte des Nations unies, ni au titre de l'article cinquante et un. Et même la question actuelle de la retenue sur le territoire national ne correspond à aucune règle ou disposition connue, même pas dans la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Aujourd'hui, le débat à Taïwan est plus équilibré, mais il reste lointain. Personne ne parle vraiment de ce que cela signifie, quand les États-Unis décident d'agir unilatéralement de cette façon, pour le reste du monde. Et cet aspect-là n'a pas été vraiment critiqué ni analysé.

#Pascal

D'accord. Bon. Tout ça ne fait que renforcer, encore une fois, les soupçons qu'on peut avoir sur les intentions des États-Unis en matière de guerre. Et, malheureusement, à Washington, on parle d'une troisième guerre depuis très longtemps. L'idée, bien sûr, c'est qu'elle aurait lieu à Taïwan, ou à propos de Taïwan, face à la Chine. Et puis, il y a cette échéance, complètement artificielle, de deux mille vingt-sept, dont on parle beaucoup. Comment est-ce que ça évolue en ce moment ? Je veux dire, dans votre milieu, dans les cercles de sécurité, tout ça. Est-ce que, selon vous, il y a un danger réel qui viendrait de la Chine vers l'île dans l'année à venir ?

#Joana Lei

Eh bien, c'est justement pour ça que Zhang Liwen doit y aller maintenant. C'est exactement pour ça qu'on a besoin de garde-fous. Qu'on a besoin de canaux de communication parallèles, de voies de dialogue. Parce que le récit occidental, et la stratégie qui l'accompagne, nous entraînent vers une zone de guerre vraiment dangereuse en deux mille vingt-sept. Et là, on est déjà en deux mille vingt-six. On ne peut pas traiter ça comme si de rien n'était, comme si c'était la routine. Il faut qu'on fasse tout ce qu'on peut. Le gouvernement nous dit qu'il fait tout pour renforcer la résilience de Taïwan. Mais vous savez, Taïwan, c'est une île toute petite. On est vingt-trois millions d'habitants, mais la superficie est minuscule. Et nos infrastructures sont aussi assez fragiles. Rien qu'en parlant d'énergie, de gaz naturel liquéfié, et de toutes ces questions liées, on voit bien les limites.

Nous serions très vulnérables s'il devait y avoir un conflit majeur entre la Chine et Taïwan. Mais le gouvernement essaie d'expliquer à la population qu'il faut renforcer notre résilience, qu'il faut construire une défense collective. Les citoyens doivent se mobiliser pour défendre nos îles, et ainsi

de suite. Donc, même si le discours actuel dit que Taïwan doit se préparer à la guerre, nous n'avons reçu aucun signal de la Chine continentale indiquant qu'elle envisagerait de prendre Taïwan par la force militaire. C'est un peu comme quand Israël a accusé l'Iran de vouloir le détruire : il n'y avait pas de preuve réelle que l'Iran prévoyait de le faire, sauf si, ou jusqu'à ce qu'Israël décidait lui-même de détruire l'Iran, vous voyez ?

Alors, à Taïwan, nous n'avons pas de véritables preuves ni de renseignements indiquant que la Chine veut nous attaquer militairement. Mais le gouvernement semble pousser tout le monde dans cette direction. Et il faut vraiment, vraiment faire très attention, parce que si Taïwan déclarait officiellement son indépendance, ou s'il y avait une intervention étrangère directe dans la situation du détroit, cela entrerait dans les conditions prévues par la loi anti-sécession pour l'usage de la force militaire contre Taïwan. Donc, il faut être extrêmement prudent, non seulement sur les mesures qu'on prend, mais aussi sur le message qu'on envoie. Qu'est-ce qu'on communique à la Chine continentale ? Est-ce que Taïwan cherche à préserver la paix, ou est-ce qu'on cherche à provoquer la guerre ? Et ça, c'est absolument crucial.

#Pascal

Oui, absolument. Et, vous savez, il faut quand même le redire : même maintenant, après six ou sept semaines de guerre, l'Iran ne réclame pas la destruction d'Israël comme objectif de guerre. Il ne demande pas le démantèlement d'Israël. Il ne le reconnaît pas, il l'appelle « l'entité sioniste », mais il ne demande pas qu'elle soit dissoute pour créer la Palestine ou autre chose. Ce n'est pas dans les revendications. De la même façon, pour la Chine, la revendication n'est pas que Taïwan soit absorbée ou quoi que ce soit. Ce que la Chine demande, en réalité, c'est une forme de réunification. Et ce que « réunification » veut dire, c'est justement ce qui est en débat.

Alors ma question, c'est : est-ce qu'on a maintenant un nouveau concept, ou quelque chose de concret sur la table après cette visite ? Parce que, pendant très longtemps, la Chine répétait à Taïwan : « un pays, deux systèmes ». Et Taïwan répondait : regardez Hong Kong, ça n'a pas très bien marché, donc non merci, on va éviter ça. Mais Taïwan a toujours été un peu ambigu avec ce qu'on appelle le consensus de mille neuf cent quatre-vingt-douze. Sans vraiment s'y engager, mais sans non plus le rejeter clairement. Est-ce qu'on a aujourd'hui un nouveau cadre, quelque chose qui permettrait de résoudre cette équation ? Parce qu'au fond, à mon avis, ce que veut le continent, c'est une intégration politique qui garantisse la prospérité future de l'État chinois.

#Joana Lei

Donc, si on veut éviter d'emprunter la voie de la guerre, il faut qu'il existe une alternative sur le chemin de la paix. Si on regarde la manière dont on parle aujourd'hui, la Chine continentale n'utilise pas à la légère des expressions comme « unification militaire » ou « unification pacifique ». Mais de l'autre côté, le Parti démocrate progressiste, le DPP, utilise maintenant le maintien du statu quo comme une façon de dire : « Nous voulons rester séparés de la Chine de façon permanente. » Alors

qu'en réalité, le concept original de maintien du statu quo, du moins d'après les sondages d'opinion publique des années quatre-vingt à quatre-vingt-dix, c'était de préserver la paix et la stabilité à travers le détroit de Taïwan. Et c'est ça, le statu quo, non ? Aujourd'hui, le DPP transforme ce concept pour lui donner le sens suivant : rester séparés pour toujours, et considérer que c'est ça, le statu quo.

Mais si on regarde l'histoire, de l'autre côté du détroit de Taïwan, c'est une guerre civile inachevée. En mille neuf cent quarante-neuf, c'était la guerre civile, et on a commencé à avoir une vraie guerre chaude à Jinmen. Environ quatre cent mille bombes sont tombées sur cette toute petite île. Mais pendant très longtemps, depuis mille neuf cent cinquante-huit, il n'y a pas eu de confrontation militaire directe. C'est donc une situation très particulière, une non-confrontation prolongée sur une très longue période, sans résolution de la guerre civile. Aujourd'hui, j'utilise un terme que j'appelle la « non-finalité politique ». Cela veut dire que les deux côtés affirment qu'il y aura un jour un état final d'unification. C'est ce que prévoient nos deux constitutions. Mais pour l'instant, nous sommes dans cette période de non-finalité. On n'y est pas encore.

Nous pouvons donc explorer différentes opportunités et différents modèles. En ce moment, à Taïwan, dans le débat politique, quand on parle d'un pays, deux systèmes, les gens disent : d'accord, c'est le modèle de Hong Kong. Mais Hong Kong, c'est complètement différent. Hong Kong était une colonie, cédée à l'Angleterre puis rendue à la Chine. C'est donc une situation tout à fait différente. C'est une colonie qui est revenue à la Chine. Le modèle chinois ne définit donc pas forcément ce que sera le modèle taïwanais. Le modèle taïwanais peut être totalement différent de celui de Hong Kong. Et si on regarde le plus récent exemple, celui du port franc de Hainan, qui est aussi une forme de un pays, deux systèmes, on voit que beaucoup de ses structures et de ses règles sont en train d'être rédigées et inscrites dans la loi.

Donc, il y a ses propres lois spécifiques qui définissent comment ce port franc va fonctionner avec le reste du monde. Aujourd'hui, on a donc au moins trois modèles différents du principe « un pays, deux systèmes », sans même parler des régions autonomes à l'intérieur de la Chine où vivent des minorités chinoises. Autrement dit, sans évoquer ces minorités à l'intérieur du pays, Hong Kong, Macao et Hainan sont déjà trois exemples du modèle « un pays, deux systèmes ». Taiwan peut donc s'inspirer de tous ces modèles, à différents niveaux, et tenter d'expérimenter. Et même si on ne veut pas créer un véritable terrain d'essai, on peut utiliser l'intelligence artificielle, on peut faire des simulations, on peut essayer de voir comment ce modèle « un pays, deux systèmes » pourrait être conçu et appliqué à Taiwan.

Je pense qu'il faut vraiment donner une chance à une résolution pacifique. Et pour ça, il faut qu'on ait des modèles, ou au moins des pistes, pour se dire : d'accord, peut-être qu'on peut essayer ça. Et si ça ne marche pas, on est encore dans une zone d'essai, on peut toujours revenir en arrière et tenter autre chose. Et si, après avoir tout essayé, rien ne fonctionne, alors il y aura une unification

forcée. Mais avant d'en arriver là, cette unification forcée impliquerait forcément une action militaire, avec des pertes humaines et des dommages collatéraux. Donc, tant qu'on n'en est pas là, on peut encore explorer d'autres modèles, d'autres voies, pour voir s'il existe des possibilités de paix.

#Pascal

Et en ce moment, ils sont utilisés, ils sont testés, non ? Je me dis souvent, tu sais, on n'a pas forcément besoin d'une solution à laquelle les deux camps disent oui, mais plutôt d'une solution que les deux ne peuvent pas refuser, tu vois ? Quelque chose qu'aucun des deux ne puisse rejeter. Et là, on a un cadre qui peut vraiment fonctionner. Donc, ce qu'on a vu, c'est qu'un cadre d'échanges entre partis peut donner des résultats, que ce soit dans les négociations, les discussions, ou même sur le plan politique concret, non ? Alors, oui, est-ce qu'il y a quelque chose à creuser là ?

#Joana Lei

Par exemple, à Jinmen, cette petite île, quand Jinmen a proposé pour la première fois d'établir une liaison directe, ils ont appelé ça les « Petits Trois Liens ». L'idée, c'était que les gens puissent voyager de Jinmen à Xiamen en prenant le ferry. C'était avant qu'on puisse aller directement de l'aéroport de Songshan à celui de Shanghai. Ils ont donc lancé un projet expérimental, une sorte de petit lien pilote. Dans ce programme pilote, il fallait résoudre tous les obstacles administratifs. Il fallait s'assurer que chacun reconnaisse les documents de voyage de l'autre. Il fallait aussi mettre en place toutes sortes d'accords, mais à l'échelle locale. Donc, quand Jinmen a fait ça, ça a été la première percée.

Et plus tard, quand Jinmen a connu un grave problème de sécheresse, comme c'est une île au large, en pleine mer, un pipeline a été installé depuis la Chine continentale jusqu'à Jinmen pour lui fournir de l'eau. C'est un autre lien direct, une alimentation en eau directe. Ce genre de choses peut être testé dans un programme pilote, sur une petite zone. Et une fois que ces tests sont terminés, sans aucun soi-disant risque pour la sécurité nationale, on peut alors les étendre, les appliquer à une zone plus large. Donc je pense qu'il est important de lancer toutes ces discussions et ces programmes pilotes, même si le DPP actuel ne le fera pas.

Quand Jinmen a lancé la première traversée en ferry, c'était sous le gouvernement du DPP. Ils n'aimaient pas ça, mais ils ont quand même laissé faire. Aujourd'hui, Lai Ching-te n'aime pas ça non plus, et lui, il ne le permettrait pas. J'espère sincèrement qu'avec les dix mesures annoncées par la Chine continentale, qui visent à apporter des bénéfices aux Taïwanais, le gouvernement comprendra que, s'il se soucie vraiment du bien-être du peuple, il pourrait peut-être s'ouvrir un peu, essayer quelque chose. Parce que si on n'essaie pas, alors on s'engagera sur la voie de la guerre. Et c'est justement ce que le DPP vend à la population de Taïwan. Ça, ça ne peut pas être une bonne chose.

#Pascal

Non, ce n'est pas possible. Vous savez, j'ai visité Kinmen en deux mille dix-neuf, et je me souviens que les gens parlaient du pipeline d'eau, en disant à quel point c'était important et significatif. Et, vous savez, c'est à peine à trois miles, donc environ cinq kilomètres, de Xiamen. On peut littéralement voir la Chine continentale depuis là-bas. Et ce qu'il faut comprendre, c'est que la Chine continentale laisse Kinmen tranquille. Elle reconnaît que, d'accord, très bien, c'est ici que ça s'arrête. C'est comme ça qu'on gère nos relations.

Et n'est-ce pas, dans le contexte de la Chine, de la Chine continentale, un avantage aussi, le fait qu'il soit possible de traiter directement avec les gouvernements locaux ? Que Kinmen puisse essayer de discuter avec Xiamen sans passer par Pékin ? Parce que j'ai remarqué, en Chine, que les provinces et les capitales locales sont en fait assez fières d'elles-mêmes. Par exemple, les gens de Shanghai ont tendance à se sentir un peu supérieurs au reste du continent, non ? Il y a cette espèce de fierté locale, cette idée que les grandes villes ont leur propre autonomie et savent ce qu'elles peuvent faire. Alors, est-ce que ça pourrait aussi être une voie à suivre ? Des liens de ville à ville, ou de province à province ?

#Joana Lei

Oui, c'est voulu. Parce que Kinmen et Mazu — Mazu se trouve juste en face de Fuzhou, toujours dans la province du Fujian —, c'est fait exprès. L'idée, c'est de ne pas mettre la République de Chine au même niveau que la République populaire de Chine. Mais si on ne reconnaît pas que la République de Chine est une entité distincte, alors la Chine continentale ne négocie pas avec des gouvernements locaux. Donc, pourquoi négocier avec les gens de Taïwan ? Du coup, ils ramènent toujours ça à un niveau local : gouvernement local à gouvernement local, Shanghai avec Taipei, la province du Fujian avec Kinmen ou Xiamen. Comme ça, on évite toutes les questions compliquées de souveraineté — parce que la nation, la souveraineté, la constitution, tout ça reste tabou en Chine continentale.

Et je pense que c'est un point vraiment important pour les Chinois du continent, s'ils veulent avancer dans leur relation avec Taïwan. Parce qu'ils ont refusé, pendant très, très longtemps, de reconnaître Taïwan, de reconnaître l'existence de la République de Chine. Beaucoup de gens en Chine pensent d'ailleurs que la République de Chine a disparu en mille neuf cent quarante-neuf, quand la République populaire de Chine a été fondée. C'est une chose de le dire à l'intérieur du pays, mais si on veut maintenant envisager une résolution de la situation à travers le détroit, il faut des interlocuteurs autour de la table. Comme je l'ai dit, Pékin ne négociera pas avec le Guangdong, ni avec le Henan. Il négociera avec Taïwan, parce qu'il faut reconnaître qu'il existe deux juridictions différentes, deux administrations distinctes. Donc, d'une certaine manière, la Chine continentale doit reconnaître Taïwan et le gouvernement de la République de Chine, si elle veut que cette question soit traitée comme une affaire interne à résoudre. C'est une résolution interne d'une guerre civile — une guerre civile qui n'a jamais vraiment été réglée.

#Pascal

C'est pour ça que je me demandais, vous savez, si Xi Jinping serait prêt à rencontrer votre présidente. Bien sûr, si c'est d'un parti à l'autre, c'est un cadre différent. Mais c'est intéressant, parce que c'est quand même une sacrée concession, non ? C'est encore cette idée de dire : d'accord, d'accord, je reconnais que vous êtes important. Vous comptez pour moi, et vous avez le droit de vous tenir à mes côtés et de me serrer la main. Donc, ce n'est pas rien pour le continent, n'est-ce pas ?

#Joana Lei

Je pense qu'il est très habile dans la façon dont il fait passer ce message. Vous savez, la posture de Chu Li-lun, et la manière dont elle est traitée, c'est différent de n'importe quel autre responsable local, entre guillemets. Donc, si on disait simplement : « Il n'y a qu'une seule Chine, Taïwan fait partie de la Chine, point final », alors Chu Li-lun ne serait pas traitée de cette façon. Elle est traitée ainsi parce qu'il y a une reconnaissance implicite du fait que nous avons une guerre civile non résolue. Et si tout est replacé dans ce contexte-là, alors il n'y a plus de place pour une intervention internationale. C'est aux dirigeants des deux rives du détroit de Taïwan de régler cette affaire inachevée, de mettre un terme à cette phase de non-finalité. Donc, je pense que Xi Jinping est lui aussi très, très habile dans la manière dont il envoie ce message, à la fois subtil et profond : il reconnaît en elle un interlocuteur potentiel pour l'avenir. Et cet avenir, c'est un avenir collectif pour la grande nation chinoise.

#Pascal

Toute dernière question. Les retours que vous avez entendus jusqu'à présent, venant des gens autour de vous, au sein du KMT et en dehors du KMT... ils étaient positifs, négatifs, ou plutôt partagés à Taïwan à propos de cette visite ? Est-ce qu'au final, on peut dire que c'était une réussite ?

#Joana Lei

Eh bien, je pense que c'est beaucoup plus positif qu'avant son départ. Avant qu'elle parte, il y avait beaucoup d'accusations, des gens qui disaient : « Bon, tu vas là-bas pour t'incliner devant Xi Jinping, tu vends Taïwan, et il n'en sortira rien de bon. » Donc oui, beaucoup de reproches. Mais après son retour, et surtout après que la Chine a annoncé ces dix mesures, beaucoup d'esprits plus lucides se sont mis à réfléchir. Peut-être qu'il existe une autre façon de régler nos différends. Peut-être qu'on n'est pas obligés d'emprunter la voie de la guerre. Peut-être qu'on peut l'éviter. Et peut-être aussi qu'on ne devrait pas se précipiter sur tous ces achats d'armes, ce qui, pour l'instant, est un vrai sujet sensible. Parce qu'il y a eu beaucoup de lobbyistes envoyés à Taïwan pour pousser à une décision rapide, pour que Taïwan s'engage dans un énorme contrat d'armement avec les États-Unis. Donc, on reste encore pris dans les mâchoires de la guerre, pendant que Chu Li-lun essaie de nager aussi vite que possible vers un chemin potentiel de paix.

#Pascal

Ce qu'il nous faut, c'est un chemin de paix, des ponts de paix, pas encore plus d'instruments de guerre. Ce sont des signes très encourageants. Espérons que ça continue. On en reparlera sûrement. Joanna, les gens veulent te suivre. Est-ce qu'il y a un endroit où tu publies parfois, où ils peuvent te retrouver ?

#Joana Lei

Il y a quelqu'un qui a créé une chaîne YouTube en utilisant mon nom. Je n'ai aucune idée de qui c'est, mais la plupart du contenu, ce sont vraiment mes déclarations à la télévision, et ainsi de suite. YouTube a une chaîne appelée Dr Joanna Lei.

#Pascal

Donc, en fait, vous n'êtes pas contre celle-là. Vous encouragez les gens ?

#Joana Lei

J'en ai aucune idée, je ne sais pas qui fait ça. Mais je vérifie le contenu, et c'est bien moi. Ce n'est pas de l'intelligence artificielle, ce n'est pas une info bidon.

#Pascal

Très bien. Vous pouvez donc suivre cela, Joanna Lei. Sinon, nous aurons la vraie Joanna Lei, la véritable, à nouveau dans cette émission très bientôt. Joanna, merci pour votre temps aujourd'hui.

#Joana Lei

Merci, Pascal. Et merci à toutes celles et ceux qui se soucient de Taïwan.